

Cependant, nous devons accepter le fait de la domination par les communistes de la Chine continentale. C'est une chose que nous ne pouvons pas ne pas admettre, et il s'ensuit que dans certaines circonstances, et dans notre propre intérêt, nous pouvons nous trouver dans l'obligation,—nous l'avons déjà été,—de traiter à Genève ou ailleurs avec ce gouvernement certains problèmes que nous ne pourrions résoudre sans lui. Nous ne devrions pas non plus, je pense, fonder notre ligne de conduite sur la probabilité d'un retour au pouvoir en Chine continentale du régime nationaliste de Tchang Kaï-Tchek. De plus, la représentation de la Chine aux Nations Unies par ce gouvernement qui dispose d'un veto capable de faire échec à toute mesure que pourraient désirer prendre les cinquante-deux États membres, présente une anomalie de plus en plus évidente. Je crois aussi que nous ne devrions nous engager d'aucune façon à intervenir en faveur du gouvernement nationaliste dans le conflit relatif aux îles côtières. Nous avons déjà exposé clairement nos vues à ce sujet tant à la Chambre qu'à l'extérieur et aux États-Unis.

Quant à Formose, le seul engagement que nous avons assumé,—on l'a dit déjà à la Chambre également,—est celui qui pourrait découler de nos obligations en vertu de la charte des Nations Unies. Pour ce qui est de la reconnaissance diplomatique, nous devrions de temps à autre examiner de nouveau notre attitude à la lumière des dictées de notre propre intérêt et de l'avis de nos amis et alliés. Cependant, je crois que nous ne devrions pas prendre une attitude tellement inflexible que nous ne pourrions modifier notre ligne de conduite, à l'événement qu'un changement puisse paraître sage et nécessaire, qu'avec un maximum de difficulté.

Une dernière pensée à ce propos. Nous souhaitons tous vivement—et nous avons raison—qu'on fasse preuve du meilleur jugement possible quant à ce problème de la reconnaissance juridique, sujet épineux et prêtant à la controverse. A mon sens, il ne faudrait pas, toutefois, en oublier les questions à échéance plus lointaine que pose l'accession de la Chine communiste au rôle de nouvelle et puissante force dans le monde. Du point de vue historique, la consolidation et l'essor de la puissance chinoise observés sous la direction communiste peuvent être aussi importants même que la révolution russe de 1917. La campagne résolue de la Chine en vue d'atteindre à la puissance militaire et industrielle et à une situation en tant que puissance mondiale peut avoir pour nous des répercussions de portée aussi étendue que les événements semblables qui se sont produits en Russie. Il se peut qu'un jour ces deux forces révolutionnaires en viennent aux prises. Il peut nous sembler très important dans le moment de reconnaître ou de ne pas reconnaître le régime communiste de Peï-Ping. Il est bien plus important de se rendre compte qu'une révolution qui a la puissance d'un cataclysme s'est produit en Chine, en tant qu'élément fatidique de l'éveil d'une Asie moderne . . .

But de la politique soviétique

Les honorables députés se souviendront de l'optimisme né de cette conférence dite « au sommet » qui a eu lieu à Genève l'été dernier. Il est possible que les espoirs de cette époque aient été excessifs, que nous ayons pris nos désirs pour des réalités. Je me souviens d'avoir, avec d'autres, défendu précisément ce point de vue en cette enceinte le 23 juillet dernier. Je n'étais pas seul à croire,—loin de là,—que la véritable pierre de touche de la réalité et de l'importance de l'esprit de Genève allait être la conférence des ministres des